

13 février 2013

SA au capital de 1 226 054 Euros

2-4, rue Hélène - 75017 PARIS
RCS Paris B 330 013 301

Rapport financier 1er semestre 2012-2013

Sommaire

- **Comptes semestriels consolidés résumés**
- **Annexe aux comptes consolidés**
- **Rapport semestriel d'activités**
- **Rapport des commissaires aux comptes**
- **Attestation du responsable du rapport financier semestriel**

Comptes consolidés

Compte de résultat au 31 décembre 2012 (en k€)

Notes		31 décembre 2012	31 décembre 2011
		6 mois	6 mois
	Revenus	17 474	19 495
	Achats consommés	(2 994)	(3 564)
4	Charges de personnel	(12 648)	(13 654)
	Charges externes	(1 299)	(1 271)
	Impôts et taxes	(211)	(286)
	Dotations aux amortissements	(80)	(70)
	Dotations aux provisions nettes des reprises	(74)	25
5	Autres produits et charges d'exploitation	(57)	(57)
	Résultat opérationnel courant	111	619
	Autres produits et charges opérationnels	(77)	(60)
	Résultat opérationnel	34	559
	Produits de trésorerie et d'équivalents	0	2
	Coût de l'endettement financier brut	(2)	(2)
	<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>(2)</i>	<i>0</i>
	Autres produits et charges financiers	(22)	2
	Résultat financier	(24)	2
	Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(6)	(1)
6	Impôts	(90)	(257)
	Résultat de la période	(86)	303
	Autres éléments du résultat global après impôt		
	Eléments recyclables :		
	Ecarts de conversion des activités à l'étranger	(1)	1
	Eléments non recyclables :		
	Ecarts actuariels	15	(10)
	Total du résultat net global reconnu en capitaux propres	14	(9)
	Résultat global total de la période	(72)	293
	Résultat de la période attribuable :		
	- Aux propriétaires de la société mère	(86)	303
	- Aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0
	Résultat global attribuable :		
	- Aux propriétaires de la société mère	(72)	293
	- Aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0
7	Résultat de base par action (en €)	(0,05)	0,18
	- Aux propriétaires de la société mère	(0,05)	0,18
	- Aux participations ne donnant pas le contrôle	0,00	0,00
7	Résultat dilué par action (en €)	(0,05)	0,17
	- Aux propriétaires de la société mère	(0,05)	0,17
	- Aux participations ne donnant pas le contrôle	0,00	0,00

Bilan au 31 décembre 2012 (en k€)

Notes	ACTIF	31 décembre 2012	30 juin 2012
2.4 et 8	Goodwill	8 834	8 834
9	Immobilisations incorporelles	135	84
	Immobilisations corporelles	614	669
10	Participations mises en équivalence	61	69
10	Autres actifs financiers	1 173	1 136
	Impôts différés	163	0
10	Créance d'impôt sur les résultats	1 102	920
	Actifs non courants	12 082	11 713
10	Créances clients et comptes rattachés	7 549	9 082
10	Autres actifs courants	1 563	1 409
10	Créance d'impôt sur les résultats	541	474
10	Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 925	3 356
	Actifs courants	11 578	14 320
	TOTAL ACTIF	23 659	26 033
	PASSIF	31 décembre 2012	30 juin 2012
	Capital	1 226	1 226
	Primes	6 426	6 425
	Réserves	3 735	3 214
	Écarts de conversion	(3)	(2)
	Résultat net part du groupe	(86)	659
11	Capitaux propres part du groupe	11 299	11 522
	Participations ne donnant pas le contrôle	0	0
11	Capitaux propres de l'ensemble	11 299	11 522
12	Avantages du personnel	184	173
	Impôts différés	0	17
	Passifs non courants	184	190
2.5 et 13	Provisions	141	101
12	Emprunts part court terme	3	5
12	Fournisseurs et comptes rattachés	3 671	3 525
12	Autres passifs courants	8 361	10 690
	Passifs courants	12 177	14 321
	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	23 659	26 033

Tableau des flux de trésorerie (en k€)

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Flux de trésorerie nette		
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	(86)	303
+ Élimination du résultat des sociétés mises en équivalence	(1)	1
+ Dotations aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	216	134
- Reprises des provisions	(38)	(47)
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	1	23
-/+ Plus et moins-values de cession	0	(4)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	92	411
+ Coût de l'endettement financier net	1	0
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	90	257
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt [A]	184	668
-/+ Autres produits et charges calculés [B]	87	3
-/+ Impôts versés/reçus [C]	13	0
+/- Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) [D]	(1 338)	(25)
= Flux net de trésorerie GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ [E] = [A+B+C+D]	(1 054)	647
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(73)	(58)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	4
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	0	8
+/- Variation des prêts et avances consentis	(60)	(214)
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	7	563
= Flux net de trésorerie LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT [F]	(126)	304
-/+ Rachats et reventes d'actions propres ¹	(6)	(122)
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice > Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(243)	(362)
- Intérêts financiers nets versés	(1)	0
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	(2)	(1)
= Flux net de trésorerie LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT [G]	(251)	(485)
= VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE [E+F+G]	(1 431)	466
Trésorerie au début de l'exercice ²	3 356	2 280
Trésorerie à la fin de l'exercice ⁵¹	1 925	2 746

¹ Sur le 1^{er} semestre 2012-2013: dont acquisition d'actions propres : 99 k€ — dont cession d'actions propres : 94 k€.

	31/12/2012	31/12/2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 925	2 763
Banques créditrices	0	17
Trésorerie nette	1 925	2 746

Variation des capitaux propres (en k€)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Résultat net	Total part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
30 juin 2011	1 839 082	1 226	6 379	2 794	986	11 384	0	11 384
Paiement en action			23			23	0	23
Résultat net de l'exercice					303	303	0	303
Affectation de l'exercice				986	(986)	0	0	0
Dividendes				(362)		(362)	0	(362)
Solde net actions propres				(113)		(113)	0	(113)
Autres mouvements ³				(20)		(20)	0	(20)
31 décembre 2011	1 839 082	1 226	6 402	3 285	303	11 215	0	11 215
Paiement en action			23			23	0	23
Résultat net de l'exercice					356	356	0	356
Solde net actions propres				38		38	0	38
Autres mouvements ³				(110)		(110)	0	(110)
30 juin 2012	1 839 082	1 226	6 425	3 214	659	11 522	0	11 522
Paiement en action			1			1	0	1
Résultat net de l'exercice					(86)	(86)	0	(86)
Affectation de l'exercice				659	(659)	0	0	0
Dividendes				(242)		(242)	0	(242)
Solde net actions propres				142		142	0	142
Autres mouvements				(38)		(38)	0	(38)
31 décembre 2012	1 839 082	1 226	6 426	3 735	(86)	11 299	0	11 299

³ Les autres mouvements concernent les boni/mali sur les cessions d'actions propres pour -60 k€ et les écarts actuariels (IAS19) pour +23 k€

Annexes aux comptes semestriels résumés

Note préambule

AEDIAN est une société anonyme à conseil d'administration de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du code de commerce. AEDIAN a été constituée le 7 juin 1984 (date d'expiration le 18 juin 2083, sauf dissolution anticipée ou prorogation). Elle a son siège social au 2/4, rue Hélène 75017 Paris (France) et est cotée sur NYSE Euronext à Paris.

Les états financiers semestriels consolidés de la société au 31 décembre 2012 (6 mois) comprennent la société et sa participation dans son entreprise associée (l'ensemble constituant « le groupe »).

Les comptes consolidés et annexes du premier semestre 2012-2013 ont été arrêtés par le conseil d'administration d'AEDIAN en date du 11 février 2013.

1. Faits marquants du semestre

1.1. Contrôle par l'administration du Crédit d'Impôt Recherche de l'année 2009

AEDIAN a reçu le 11 octobre 2012 une proposition de rectification du Pôle de Contrôle et d'Expertise de Paris 17^{ème} portant sur un projet considéré comme non éligible en première expertise et du personnel écarté de la valorisation sur les cinq projets éligibles. Le redressement proposé porte sur 115 k€ soit 24% du CIR 2009. Aedian a envoyé le 26 octobre 2012 un complément d'information compte tenu des positions prises par l'expert du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. A ce stade Aedian s'appuyant sur l'avis de son partenaire est confiant sur sa capacité à préserver l'intégralité du CIR obtenu et n'a pas constaté de provision à ce titre.

1.2. Plan d'adaptation

La baisse du chiffre d'affaires et du carnet de commande ont conduit Aedian à mettre en place un plan d'adaptation accéléré d'une partie de ses activités bancaires. Les coûts d'adaptation sur le 1^{er} semestre 2012-2013 se sont élevés à 77 k€ comprenant en particulier des coûts de départs et des coûts de consultant externe.

2. Règles et méthodes comptables

2.1. Bases de préparation des états financiers

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le conseil européen, les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 sont établis conformément aux normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de préparation des états financiers. Les principes comptables exposés ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers consolidés.

Ce référentiel comptable IFRS peut être consulté sur le site web de la Commission : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Les comptes consolidés résumés au 31 décembre 2012 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les

comptes consolidés résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 30 juin 2012.

Les principes comptables retenus pour l'établissement des états financiers consolidés résumés au 31 décembre 2012 sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés établis au 30 juin 2012 (qui peuvent être consultés sur le site Internet d'AEDIAN).à l'exception des normes et amendements de normes qui sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2012.

Cependant, les normes, amendements et interprétations qui sont entrés en vigueur pour les exercices ouverts à compter 1er janvier 2012(donc à compter du 1^{er} juillet 2012 pour Aedian) ne trouvent pas à s'appliquer dans le groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Les nouvelles normes et interprétations approuvées en 2012 dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} juillet 2012 n'ont pas fait l'objet d'application anticipée au 31 décembre 2012. Il s'agit de :

- IFRS 10, 11 et 12 : Consolidation, Partenariats et Informations sur les participations dans d'autres entités ; applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014
- Amendements d'IAS 27 & 28 consécutifs à la publication d'IFRS 10, 11 et 12 ; applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014
- IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur : applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 prospectivement
- Amendements IAS 19, Avantages au personnel ; applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013
- Amendements IFRS 1 Prêts gouvernementaux
- Amendements IFRS 7 Informations en annexe : compensation des actifs et passifs financiers
- Annual Improvements (Cycle 2009-2011) Améliorations annuelles portées à différentes normes

A ce stade, le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers consolidés lié à l'application de ces nouveaux textes. .

Les comptes consolidés du Groupe sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

2.2. Méthode de consolidation

Les comptes consolidés du groupe comprennent les comptes d'AEDIAN SA et sa participation dans son entreprise associée AEXIA, et couvrent la période du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2012.

AEDIAN consolide par la méthode de la mise en équivalence les entreprises associées.

Identité des sociétés du groupe

- Société mère

AEDIAN – 2-4, rue Hélène — 75017 PARIS. N° Siret : 330 013 301 000 81

- Entreprise associée

AEXIA – 11, rue Claude Bernard – 1002 TUNIS. N° RC : B2493832007

Périmètre de consolidation	Pays	Pourcentage d'intérêt			Méthode de consolidation
		31/12/2012	30/06/2012	31/12/2011	
AEDIAN (mère)	France	NA	NA	NA	NA
AEXIA	Tunisie	49,94 %	49,94 %	49,94 %	Mise en équivalence

Exclusion du périmètre de consolidation

La société AEDIAN Intégration n'a pas été retenue dans la consolidation du fait qu'elle n'a aucune activité à ce jour. Sa consolidation n'aurait pas d'impact significatif sur le bilan et sur le compte de résultat consolidés.

2.3. Recours à des estimations

La préparation des états financiers intermédiaires en accord avec la norme IAS 34 implique qu'AEDIAN procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, jugées réalistes et raisonnables qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat d'AEDIAN.

AEDIAN revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Elles concernent principalement les provisions et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation des tests de valeur sur les actifs et la reconnaissance d'impôts différés actifs.

2.4. Goodwill

Les règles et méthodes concernant le goodwill sont identiques à celles utilisées au 30 juin 2012.

2.5. Provisions

Les règles et méthodes concernant le goodwill sont identiques à celles utilisées au 30 juin 2012.

2.6. Saisonnalité de l'activité

Le Chiffre d'affaires n'est que peu impacté par un phénomène de saisonnalité. L'activité diminue pendant la période de congés soit en juillet et en août ainsi que la dernière semaine de décembre. Ce phénomène est chaque année sensiblement équivalent. Le résultat opérationnel intermédiaire n'est pas caractérisé par une forte saisonnalité. Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle soit sur sa période de réalisation.

2.7. Crédit d'impôt recherche

Le crédit d'impôt recherche est considéré comme relevant de la norme IAS 20 relative aux subventions publiques. La part du crédit impôt recherche affectable aux frais de développement comptabilisés en immobilisations incorporelles est comptabilisée en diminution de cet actif.

Le produit de crédit d'impôt recherche relatif aux frais de recherche et éventuellement aux frais de développement ne répondant pas aux critères d'activation est comptabilisé au fur et à mesure de l'engagement des dépenses en diminution des charges par nature (essentiellement charges de personnel et charges externes).

Le crédit d'impôt recherche est calculé sur les coûts relatifs à l'année civile. Au 31 décembre 2012, les coûts retenus sont ceux relatifs au 1^{er} semestre de l'année civile 2012.

Notes relatives au compte de résultat

3. Information sectorielle

Aedian ne dispose que d'un secteur opérationnel

En k€	31/12/2012		31/12/2011	
	Prestations intellectuelles	Total consolidé	Prestations intellectuelles	Total consolidé
Produits externes	17 474	17 474	19 495	19 495
Produits inter segment	0	0	0	0
Produits des activités ordinaires	17 474	17 474	19 495	19 495
Résultat				
Résultat du secteur d'activité opérationnel	(86)	(86)	303	303
Résultat opérationnel	34	34	559	559
Charges financières	(25)	(25)	(2)	(2)
Produits financiers	1	1	4	4
Impôts sur les résultats	(90)	(90)	(257)	(257)
Résultat mis en équivalence	(6)	(6)	(1)	(1)
Résultat net	(86)	(86)	303	303

4. Charges de personnel

Au 31 décembre 2012, les charges de personnel se décomposent comme suit :

En k€	Décembre 2012	Décembre 2011
Charges de personnel (y compris charges sociales)	12 603	13 584
Participation des salariés	0	2
Sous total	12 603	13 586
Charges relatives à des paiements en actions	1	23
Avantages du personnel	34	45
Sous total	35	68
Total	12 648	13 654

L'impact du crédit d'impôt recherche sur les charges de personnel est de (167) k€ au 31 décembre 2012 contre (203) k€ au 31 décembre 2011. Le dispositif est détaillé dans la note 6. Impôts.

Les principales caractéristiques des plans d'options d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites sont détaillées dans la note 11.2 relative aux paiements fondés sur des actions.

Au 31 décembre 2012, la juste valeur des actifs ne couvre pas l'intégralité des engagements de retraite tout comme au 31 décembre 2011. La provision existante a fait l'objet d'une dotation de 11 k€ (dotation de 61 k€ au 31 décembre 2011).

L'écart actuariel, d'un montant de (23) k€ a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global (OCI).

5. Autres produits et charges opérationnels

Les coûts du semestre générés par le plan d'adaptation ont été comptabilisés en « Autres produits et charges opérationnels » pour un montant de 77 k€. L'information concernant le plan d'adaptation est donnée dans la note 1 traitant des faits marquants du semestre.

6. Impôts

L'impôt sur les bénéficiaires est composé des impôts exigibles dus par AEDIAN et des impôts différés provenant des retraitements de consolidation et des décalages temporaires entre les résultats comptables et les résultats fiscaux.

La charge d'impôts s'analyse comme suit (en k€) :

6.1. Ventilation entre impôt différé et impôt exigible

En k€	Décembre 2012	Décembre 2011
Impôt exigible	270	262
Impôt différé	(180)	(5)
Total impôt	90	257

Compléments d'informations concernant l'impôt sur les sociétés :

- Dans le cadre de l'intégration fiscale, les modalités de répartition de l'impôt s'effectuent suivant la méthode de neutralité.
- AEDIAN Intégration est déficitaire au 31 décembre 2012.
- En ce qui concerne la composante CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) de la CET (Contribution Economique Territoriale), AEDIAN a opté pour la comptabilisation en impôt courant sur le résultat. Le montant enregistré au titre de la CVAE est de 240 k€ au 31 décembre 2012 (239 k€ au 31 décembre 2011).

Aedian a mandaté un cabinet extérieur pour préparer, dans le cadre des lois en vigueur, la demande de Crédit d'impôt en faveur de la recherche (CIR). Cette mission consiste à identifier les projets de R&D initiés, traités et développés au cours des exercices concernés, évaluer le montant du CIR auquel AEDIAN peut prétendre, préparer les dossiers techniques de support et assister AEDIAN en cas de contrôle fiscal ou technique. Le CIR, d'un montant de 253 k€ au 31 décembre 2012 (312 k€ au 31 décembre 2011) est comptabilisé dans le résultat opérationnel courant en moins des charges concernées, soit 167 k€ en moins des charges de personnel et 86 k€ en moins des charges externes. Le montant comptabilisé au 31 décembre 2012 correspond à des coûts engagés au cours du 1^{er} semestre de l'année civile 2012.

L'information concernant le contrôle du CIR 2009 en cours est donnée dans la note 1 traitant des faits marquants du semestre.

La variation d'impôt différé de 175 K€ entre décembre 2011 et décembre 2012 s'explique principalement par l'activation de la perte fiscale au 31 décembre 2012 pour 96 k€, par l'augmentation de l'impôt différé actif de 26 k€ suite essentiellement à la constatation d'une « autre provision pour risque » de 60 k€ non déduite fiscalement et par une diminution de l'impôt différé passif de 64 k€ relatif à la neutralisation des provisions financières liées aux actions propres.

6.2. Taux d'impôt effectif

Les différences entre l'impôt sur les sociétés pris en charge et l'impôt théorique obtenu en appliquant le taux d'imposition normal sont les suivantes (en k€) :

Preuve d'impôt en k€	Décembre 2012	Décembre 2011
Résultat consolidé avant impôt	10	561
Impôt théorique	3	187
Taux d'imposition théorique	33,33%	33,33%
Contribution d'IS sur distribution	8	
Différences permanentes	14	9
Stock-options et actions gratuites	0	8
Crédits d'impôts - divers	(11)	(3)
Crédit d'impôt recherche	(84)	(104)
CVAE	160	160
Charges d'impôt calculé	90	257
Charges d'impôt	90	257
Taux d'imposition réel	900%	46%

7. Résultat par action

Les résultats par action sont calculés à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

En K€	Décembre 2012	Décembre 2011
Résultat net consolidé (en k€)	(86)	303
Nombre moyen d'actions pondéré	1 730 310	1 714 435
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 731 446	1 722 831
Résultat par action (en €)	(0,05)	0,18
Nombre potentiel d'actions provenant de la conversion d'instruments dilutifs	2 142	18 617
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action	1 733 588	1 741 448
Résultat par action dilué (en €)	(0,05)	0,17

Notes relatives à certains postes du bilan

8. Goodwill

La société AEDIAN correspond au niveau le plus fin de l'organisation pour lequel est opéré le suivi du retour sur investissement par la direction.

En k€	Décembre 2012			Juin 2012		
Origine	Goodwill brut	Perte de valeur	Goodwill net	Goodwill brut	Perte de valeur	Goodwill net
UGT AEDIAN	8 834	0	8 834	8 834	0	8 834
Total net	8 834	0	8 834	8 834	0	8 834

La valeur du Goodwill net est inchangée entre juin 2012 et décembre 2012.

Il n'existe pas d'autres compléments de prix inscrits dans les comptes au titre des opérations de croissance externe.

Ces goodwill font l'objet d'un test d'impairment annuel au 30 juin et, en cas de présence d'indicateur de perte de valeur, au 31 décembre. La réduction de 10% du Chiffre d'affaires semestriel et la baisse du résultat opérationnel courant nous ont amené à effectuer un test de dépréciation du goodwill au 31 décembre 2012.

Test de dépréciation du goodwill au 31 décembre 2012

. Ce test s'appuie comme au 30 juin sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés et consiste à estimer la valeur recouvrable générée par les flux propres de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est affecté. Ces évaluations sont effectuées sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et étendus sur un horizon de 5 ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Le taux d'actualisation de 8,6 % est inférieur à celui du 30 juin 2012 (10,4%), compte tenu de la baisse du taux de placement sans risque à 2,16%, inférieur à celui du 30 juin 2012 (4%), la prime de risque et le Bêta de l'entreprise restant inchangé, soit respectivement 4,60 % et 1,40. Le taux de croissance à l'infini a été maintenu à 1,8 % par rapport au 30 juin 2012.

La sensibilité de la valeur recouvrable aux hypothèses de taux de croissance et d'actualisation est comprise entre - 7 % et + 8 % pour une variation à la baisse et à la hausse d'un point du taux d'actualisation et d'un demi-point du taux de croissance à long terme.

Le résultat obtenu et les tests de sensibilité aux hypothèses de taux effectués ont conforté la valeur apparaissant au bilan.

Le tableau ci-dessous présente pour l'UGT AEDIAN sur la base du taux de croissance et du taux d'actualisation à l'infini retenus dans le cadre du test de dépréciation réalisé au 31 décembre 2012, la variation de taux nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable :

Test décembre 2012	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini	
	Taux retenu (en%)	Augmentation du taux nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en points)	Taux retenu (en%)	Diminution du taux nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en points)
UGT AEDIAN	8,6%	+2,5 points	1,8%	-3,7 points

Un scénario qui cumulerait une baisse du taux de ROC de 0,5 point sur l'ensemble du plan d'affaires à 5 ans ; l'année 2017 étant l'année normative à partir de laquelle est calculée la valeur terminale, une augmentation du taux d'actualisation de 0,5 point et une baisse du taux de croissance à l'infini des cash-flows de 0,4 point permettrait de confirmer la valeur comptable inscrite au bilan.

9. Immobilisations incorporelles

Des dépenses au titre des frais de développement en cours ont été activées à hauteur de 48 k€ au cours du semestre écoulé. Ces dépenses concernent 3 projets en cours de production, développés en interne. La valeur brute cumulée des frais de développement au 31 décembre 2012 est de 89 k€ pour un total de 351 jours. Ces trois projets sont en cours de développement. La date de mise en service de ces projets est prévue au 30 juin 2013.

Le site internet immobilisé pour un montant de 7 k€ concerne le développement sous-traité d'un site web actif achevé et mis en production au 1^{er} septembre 2012, Le montant immobilisé correspond aux dépenses de conception et de réalisation de la rubrique Intranet AEDIAN Handicap.

10. Actifs financiers

En k€	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total bilan
31 décembre 2012				
Titres non consolidés	37			37
Contrat de liquidité			60	60
Prêts		848		848
Dépôts et cautionnements		228		228
Actifs financiers	37	1 076	60	1 173
Impôts différés		163		163
Créances d'impôt sur les résultats non courantes		1 102		1 102
Clients et autres débiteurs		7 549		7 549
Autres actifs courants et créance d'impôt sur les résultats		2 104		2 104
Trésorerie et équivalents		1 925		1 925
Total	37	13 919	60	14 016
30 juin 2012				
Titres non consolidés	37			37
Contrat de liquidité			60	60
Prêts		797		797
Dépôts et cautionnements		242		242
Actifs financiers	37	1 039	60	1 136
Créances d'impôt sur les résultats non courantes		920		920
Clients et autres débiteurs		9 082		9 082
Autres actifs courants et créance d'impôt sur les résultats		1 882		1 882
Trésorerie et équivalents		3 356		3 356
Total	37	16 280	60	16 377

10.1. Titres non consolidés

Les titres non consolidés correspondent aux titres AEDIAN Intégration et n'ont pas fait l'objet de variation de juste valeur.

10.2. Prêts et créances au coût amorti

Aedian actualise chaque semestre les prêts « Effort construction ». Ces prêts d'un montant de 1 004 k€ ont fait l'objet d'une dotation aux provisions financières de 23 k€ sur le semestre et sont provisionnés à hauteur de 172 k€.

Les autres prêts et créances générés par AEDIAN sont constitués par des prêts au personnel et des dépôts et cautionnements.

10.3. Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

Ces actifs sont composés des liquidités du contrat de liquidité pour 60 k€ (60 k€ au 30 juin 2012).

10.4. Clients et autres débiteurs

En k€	31/12/2012	30/06/2012
Valeur brute	Clients et autres débiteurs	Clients et autres débiteurs
Créances clients	6 702	7 356
Factures à établir	846	1 726
Dépréciation par résultat	0	0
Total	7 549	9 082

10.5. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont constitués des avances et acomptes versés pour 477 k€ (361 k€ au 30 juin 2012), des autres créances pour 1 231 k€ (1 105 k€ au 30 juin 2012) et des charges constatées d'avance pour 396 k€ (417 k€ au 30 juin 2012).

Les autres créances sont essentiellement constituées de créances d'impôt (CIR) pour 541 k€, de la TVA déductible pour 394 k€, de la TVA sur factures non parvenues pour 158 k€ et de diverses créances pour 138 k€.

10.6. Impôts courants

Les impôts courants sont constitués des créances d'impôts et crédits d'impôts vis-à-vis du Trésor.

Au 31 décembre 2012, l'impôt à payer étant nul, seuls les créances et crédits d'impôts sont comptabilisés à l'actif du bilan dans la rubrique « Créance d'impôts sur les résultats ».

10.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 1 925 k€ au 31 décembre 2012 contre 3 356 k€ au 30 juin 2012. Les actifs classés sous cette catégorie sont uniquement des comptes bancaires et de SICAVs.

11. Capitaux propres

Les capitaux propres sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres.

11.1. Actions propres

Sur le 1^{er} semestre, AEDIAN a racheté 26 244 actions propres à un cours moyen de 3,78€ et cédé 39 416 actions propres. Au 31 décembre 2012, elle détient 108 772 actions propres, soit 5,91 % du capital. Ces actions ont été affectées aux objectifs suivants :

Objectifs	Actions acquises / (cédées) sur l'exercice	Nombre d'actions cumulées
Attribution aux salariés ou mandataires, soit en cas de levée d'options d'achat d'actions, soit au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, soit dans le cadre d'un plan d'actionnariat	1 365	60 746
Remise d'actions dans le cadre d'une acquisition ou d'un échange de titres	(15 000)	38 250
Animation du marché du titre AEDIAN dans le cadre d'un contrat de liquidité	463	9 776

11.2. Options d'achat d'actions et actions gratuites

Les actions gratuites sont évaluées en retenant le cours de l'action AEDIAN lors de l'attribution et en tenant compte d'un taux de rotation.

La charge enregistrée au cours du premier semestre s'élève à 1 k€ au titre des options d'achat d'actions (4 k€ au 31 décembre 2011) et à 0 k€ au titre des actions gratuites (19 k€ au 31 décembre 2011).

Il n'y a pas eu sur le semestre d'attribution de plans d'options d'achat d'actions ni d'attribution d'actions gratuites.

12. Passifs financiers

En k€	Décembre 2012		Total	Juin 2012
	Courant	Non courant		
Dettes financières	3	0	3	5
Fournisseurs et autres créditeurs	3 671	0	3 671	3 525
Autres passifs financiers	8 361	0	8 361	10 707
Total	12 035	0	12 035	14 237

Une charge d'intérêt totale de 2 k€ (2 k€ au 31 décembre 2011) a été comptabilisée en résultat financier au titre du coût de financement.

12.1. Dettes financières

Les dettes financières courantes représentent 3 k€ au 31 décembre 2012 (21 k€ au 31 décembre 2011).

Les dettes financières courantes sont composées des concours bancaires et des soldes créditeurs de banque.

Il n'y a pas d'emprunt au 31 décembre 2012.

Évolution de l'endettement financier net

L'endettement financier net correspond à la différence entre le total des passifs financiers et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

En k€	Décembre 2012	Juin 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie *	1 925	3 356
<i>Total trésorerie et équivalents de trésorerie *</i>	<i>1 925</i>	<i>3 356</i>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit courant	0	0
Autres dettes financières courantes	3	5
Endettement financier brut	3	5
Endettement financier net	(1 922)	(3 351)

* Et VMP.

12.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers s'analysent comme suit :

En k€	Décembre 2012	Juin 2012
Impôts différés ⁴	0	17
Impôts courants	0	0
Autres passifs courants ⁵	8 361	10 690
Total	8 361	10 708

⁴Voir Note 6.1.

⁵Les autres passifs courants sont constitués des dettes fiscales et sociales pour 7 000 k€ (8 470 k€ au 30 juin 2012), des autres dettes pour 1 051 k€ (1 319 k€ au 30 juin 2012) et des produits constatés d'avance pour 310 k€ (901 k€ au 30 juin 12).

13. Provisions

L'évolution des provisions sur la période s'analyse comme suit :

En k€	Juin 2012	Dotations de l'exercice	Reprise (provisions utilisées)	Reprise (provisions non utilisées)	Décembre 2012
Total provisions non courantes	173	11	0	0	184
Avantages du personnel	173	11	0	0	184
Total provisions courantes	101	74	(34)	0	141
Provision litiges sociaux	86	14	(34)	0	66
Autres provisions pour risque	15	60	0	0	75
Total provisions	274	85	(34)	0	325

Concernant les affaires prud'homales en première instance, AEDIAN provisionne un pourcentage fixe des sommes réclamables. Ce pourcentage qui tient compte de l'expérience d'AEDIAN a été recalculé sur la base des résultats obtenus au cours des trois derniers exercices. Le résultat obtenu confortant la position du 30 juin 2012, le pourcentage retenu reste identique au 31 décembre 2012.

14. Avantages postérieurs à l'emploi

Les engagements de retraite ne sont pas couverts en totalité par des actifs de régime dont la juste valeur actualisée au 31 décembre 2012 s'élève à 369 k€ pour un engagement total de 553 k€. (345 k€ au 30 juin 2012 pour un engagement total de 518 k€)

Les variations bilancielle des engagements nets de retraite s'analysent comme suit :

En k€	Décembre 2012	Décembre 2011
Engagements nets de début de période (30 juin)	173	53
Coût des services rendus	23	17
Coût financier	11	9
Variation des actifs de couverture	(24)	19
Ecart actuariel – sur taux d'actualisation	1	15
Autres	0	0
Engagements nets de fin de période (31 décembre)	184	113

15. Litiges

Dans le cadre de ses activités, AEDIAN peut être confronté à des actions judiciaires, dans le domaine social ou autres. À chaque fois qu'AEDIAN identifie un risque, une provision est constituée de manière prudente avec l'avis de ses conseils.

Concernant les affaires consécutives au rachat par AEDIAN en 2003 des actions composant le capital de la société Partners International Advisers, l'ensemble des litiges est désormais clos.

Il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours du semestre des effets significatifs sur la situation financière et la rentabilité de la société.

16. Evénements post-clôture

Néant

Rapport semestriel d'activités

- **Faits marquants de la période**

- **Activité & Résultats**

Dans un marché de la Banque et de l'Assurance qui s'est contracté sur la période, la société a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 10%, à 17,5 M€.

Cette évolution résulte d'une diminution du volume de jours produits sous l'effet d'un recrutement très prudent (baisse de 4% de l'effectif), d'une hausse du taux d'intermission à 8,5% (+2 points par rapport au même semestre de l'exercice précédent) et d'une forte diminution du recours à la sous-traitance (-14%).

AEDIAN a préservé ses parts de marché sur les segments de l'Assurance ¹ et des Services Publics ². Dans le segment de la Banque, où le ralentissement est marqué, AEDIAN a revu son organisation pour accentuer ses efforts commerciaux, au plus près des donneurs d'ordre, dans une logique de « meilleure occupation du terrain ».

Les mesures d'efficacité opérationnelle mises en œuvre dans le cadre du plan Cap 2014 ont compensé partiellement l'impact de la baisse d'activité sur le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel, qui restent positifs et s'élèvent respectivement à 111 K€ et 34 K€. Avec un résultat financier moins favorable (-24 K€, liés à une évolution de l'actualisation des prêts du 1% logement), le résultat net s'est établi à -86 K€.

- **Solidité financière**

La Capacité d'Autofinancement avant Impôts s'élève à 271 K€ au titre du semestre (668 K€ au cours du même semestre de l'exercice précédent). En l'absence d'endettement, la position de trésorerie nette est positive, à 1,9 M€, pour des capitaux propres de 11,3 M€.

- **Perspectives**

Le niveau d'activité embarqué au 1er semestre devrait affecter le volume d'affaires annuel et AEDIAN se fixe pour objectif de maintenir un résultat opérationnel courant positif sur l'exercice 2012/2013.

Dans un marché qui restera difficile en 2013, AEDIAN ambitionne, grâce à la refonte opérée du dispositif commercial, de reprendre progressivement une dynamique favorable dans la Banque, de préserver son leadership dans l'Assurance et de consolider les prises de parts de marché dans les Services Publics.

Les travaux de transformation entrepris dans le cadre de « Cap 2014 » se poursuivent. Les conditions de succès seront réunies dès lors que l'entreprise renouera avec une croissance solide et durable, dès le démarrage de l'exercice 2013-2014, en juillet prochain.

- **Dividende**

L'Assemblée Générale du 23 novembre 2012 a décidé le versement d'un dividende de 0,14€ par action, au titre de l'exercice clos le 30 juin 2012. Le paiement a été effectué le 7 décembre 2012.

(1) L'assurance a représenté 59% du chiffre d'affaires vs 52% sur le même semestre de l'exercice précédent

(2) Les Services Publics ont représenté 17% du chiffre d'affaires vs 14% sur le même semestre de l'exercice précédent

- **Principaux risques & incertitudes**

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis AEDIAN n'ont pas changé par rapport aux facteurs de risque présentés dans le rapport annuel au 30 juin 2012.

- **Transactions entre parties liées**

Les transactions avec les principales parties liées sont les suivantes :

- AEDIAN facture à Arcole des prestations administratives pour la gestion comptable juridique et fiscale. Arcole est une SA contrôlée par la famille de Jean-François Gautier et

dont l'activité principale est de gérer ses participations. Jean-François Gautier, Président d'Arcole est aussi président du Conseil d'Administration d'AEDIAN ;

- Cardiweb est client et fournisseur d'AEDIAN. Cardiweb et AEDIAN se facturent des prestations commerciales. Monsieur Laurent Gautier, frère de Jean-François Gautier est actionnaire dirigeant de Cardiweb.

Partie concernée et nature – en k€ ¹	Décembre 2012	Décembre 2011
Arcole – convention de prestations administratives	3	6
Arcole – contrat de sous-traitance	0	(24)
Cardiweb – contrat de prestation	72	4
Cardiweb – contrat de sous-traitance	(98)	(29)

¹ Pour AEDIAN les ventes ont un signe + et les achats un signe (-)

Toutes les conventions ci-dessus sont conclues à des conditions normales de marché.

- **Relation avec les sociétés du groupe**

AEDIAN a des relations commerciales, conclues à des conditions normales, avec une entreprise associée : AEXIA

En k€	Décembre 2012	Juin 2012
Créances rattachées à des participations	24	24
Créances clients et comptes rattachés	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43	125

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle au 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Aedian S.A., relatifs à la période du 1er juillet au 31 décembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et Paris, le 12 février 2013

Les Commissaires aux Comptes

KPMG AUDIT IS
représentée par Stéphanie ORTEGA

APLITEC SAS
représentée par Pierre LAOT

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 13 février 2013

Stéphane Morvillez, Directeur général